RCS : VERSAILLES
Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1988 B 01554
Numéro SIREN : 335 187 696
Nom ou dénomination : LINXENS France

Ce dépôt a été enregistré le 03/09/2021 sous le numéro de dépôt 26533

Linxens France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

MAZARS
SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT - 92075 PARIS LA DÉFENSE CEDEX
TEL : +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0) 1 49 97 60 01
SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE - CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE 784 824 153

Linxens France
Société anonyme
RCS : Versailles 335 187 696

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'attention de l'Assemblée générale de la société Linxens France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Linxens France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 27 avril 2021 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2020 s'établit à 539 millions d'euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement » de l'annexe. Nos travaux ont consisté à examiner les données et hypothèses sur lesquelles se fonde l'estimation des valeurs de ces titres, à vérifier les calculs effectués par votre société et à vérifier que la note « Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement » donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris-La Défense, le14 juin 2021

Le Commissaire aux comptes

MAZARS

Jean-Louis SIMON

COMPTES ANNUELS

LINXENS FRANCE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Bilan au 31/12/2020

37, RUE DES CLOSEAUX
78200 MANTES LA JOLIE

SIRET : 33518769600034
NAF : 2612Z

Sommaire

Sommaire	1
Bilan Actif	2
Bilan Passif	3
Compte de résultat	4
Compte de résultat (Suite)	5
Règles et méthodes comptables I	6
Règles et méthodes comptables II	7
Etat des immobilisations	8
Etat des amortissements	9
Etat des provisions et dépréciations	10
Etat des créances	11
Etat des dettes	12
Charges à payer et produits à recevoir	13
Détail du résultat exceptionnel	14
Effectif moyen	15
Identité de la société consolidante	16
Etat de variation des capitaux propres	17
Composition du capital Social	18
Engagements financiers	19
Liste des filiales et participations	20

Bilan

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2020 au 31/12/2020			Au 31/12/2019
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	811 748	772 227	39 521	142 384
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 077 481	699 716	377 764	289 031
Constructions	10 809 346	8 301 555	2 507 791	3 035 547
Installations techniques, matériel et outillages industriels	42 858 292	37 244 616	5 613 676	7 602 322
Autres immobilisations corporelles	6 959 729	4 985 401	1 974 327	2 380 335
Immobilisations en cours	1 465 101		1 465 101	1 617 391
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	540 654 100	1 904 000	538 750 100	540 654 100
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 555 870		10 555 870	526 144
ACTIF IMMOBILISÉ	**615 191 666**	**53 907 516**	**561 284 150**	**556 247 253**
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements	5 588 362	824 534	4 763 828	3 373 982
En-cours de production : - De biens	1 098 827	187 077	911 750	1 537 510
En-cours de production : - De services				
Produits intermédiaires et finis	3 868 821	448 738	3 420 082	1 433 944
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients et comptes rattachés	6 615 277		6 615 277	11 015 755
Autres	111 651 581		111 651 581	190 585 227
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	**426 268**		**426 268**	**175 954 784**
Charges constatées d'avance	**28 608**		**28 608**	**12 214**
ACTIF CIRCULANT	**129 277 743**	**1 460 349**	**127 817 394**	**383 913 415**
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif	**7 338 932**		**7 338 932**	**101 083**
TOTAL ACTIF	**751 808 340**	**55 367 865**	**696 440 475**	**940 261 751**

Bilan Passif

Bilan Passif			Du 01/01/2020 Au 31/12/2020	Du 01/01/2019 Au 31/12/2019
Capitaux propres				
Capital social ou individuel	(dont versé)	445 511 568	445 511 568	445 511 568
Prime d'émission, de fusion, d'apport				
Écarts de réévaluation				
Écart d'équivalence				
Réserves :	- Légale		19 964 607	17 057 287
	- Statutaires ou contractuelles			
	- Réglementées			
	- Autres			
Report à nouveau			180 674 087	175 434 997
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)			**22 308 074**	**58 146 410**
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées			1 211 287	1 568 418
CAPITAUX PROPRES			**669 669 623**	**697 718 680**
Autres fonds propres				
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
Autres				
AUTRES FONDS PROPRES				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour :	- Risques		7 773 796	529 634
	- Charges		7 497 000	6 820 000
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			**15 270 796**	**7 349 634**
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes :	- Auprès des établissements de crédit			
	- Financières diverses			225 559 806
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes :	- Fournisseurs et comptes rattachés		4 723 928	4 734 558
	- Fiscales et sociales		3 856 740	4 131 792
	- Sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			1 875 271	756 274
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
EMPRUNTS ET DETTES			**10 455 938**	**235 182 430**
Écarts de conversion passif			**1 044 118**	**11 007**
TOTAL PASSIF			**696 440 475**	**940 261 751**

Compte de résultat

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2020 au 31/12/2020			Au 31/12/2019
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises	39 681	43 134	82 815	436 067
Production vendue : - De biens	15 025 238	39 682 485	54 707 723	59 680 100
Production vendue : - De services	937 564		937 564	900 121
Chiffre d'affaires net	**16 002 483**	**39 725 619**	**55 728 102**	**61 016 288**
Production : - Stockée			-1 933 593	1 901 913
Production : - Immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges			3 854 581	4 195 234
Autres produits			219 998	8 759
PRODUITS D'EXPLOITATION			**57 869 087**	**67 122 194**
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			21 566 207	22 599 556
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)			-1 063 149	742 839
Autres achats et charges externes *			12 191 499	14 380 835
Impôts, taxes et versements assimilés			1 148 876	1 539 493
Salaires et traitements			12 942 052	13 244 438
Charges sociales			6 447 370	6 507 317
Dotations aux : - Amortissements sur immobilisations			4 689 649	4 785 019
Dotations aux : - Dépréciations sur immobilisations				
Dotations aux : - Dépréciations sur actif circulant			333 936	178 299
Dotations aux : - Provisions pour risques et charges			952 925	1 462 091
Autres charges			145 905	104 218
CHARGES D'EXPLOITATION			**59 355 270**	**65 544 105**
* Y compris : - Redevances de crédit-bail mobilier				
* Y compris : - Redevances de crédit-bail immobilier				
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			**-1 486 183**	**1 578 089**
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
Produits financiers de participation			39 503 776	49 380 342
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			258 976	970 249
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			101 083	2 280 094
Différences positives de change				5 731 770
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			**39 863 835**	**58 362 455**
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			9 242 932	101 083
Intérêts et charges assimilées			339 344	39 807
Différences négatives de change			8 102 310	2 661 265
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIÈRES			**17 684 585**	**2 802 154**
RÉSULTAT FINANCIER			**22 179 250**	**55 560 300**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS			**20 693 067**	**57 138 389**

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (suite)	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		10 186
Sur opérations en capital	6 075	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	357 131	357 131
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**363 206**	**367 317**
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	1 000	5 684
Sur opérations en capital	39 933	4 964
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**40 933**	**10 648**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**322 273**	**356 669**
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	**-1 292 734**	**-651 351**
TOTAL DES PRODUITS	**98 096 128**	**125 851 966**
TOTAL DES CHARGES	**75 788 054**	**67 705 556**
BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)	**22 308 074**	**58 146 410**

Annexe

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est de 696 440 475 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 22 308 074 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du Règlement ANC n°2014-03 modifié relatif au Plan Comptable Général. Le règlement ANC n°2018-01 du 20 avril 2018, modifiant le règlement n°2014-03 du 5 juin 2014, a été homologué par l'arrêté du 8 octobre 2018, publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018. Ce nouveau règlement complète des règlements publiés avant cette date et les principes comptables précédemment admis.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

I. Faits caractéristiques

Depuis le début de l'épidémie du COVID-19 en mars 2020, la société a mis en place des plans d'adaptation de ses coûts de fonctionnement pour garantir le maintien de ses activités. L'ensemble des impacts liés à l'épidémie de Covid-19, et notamment les coûts associés aux mesures sanitaires (achat de gel hydro alcoolique, masques,....) sont considérés comme des charges courantes et affectent le résultat opérationnel. La société a choisi de ne pas recourir aux dispositifs exceptionnels de prêts garantis proposés par l'Etat français. La société a bénéficié du dispositif de soutien type activité partielle. La pandémie de COVID-19 a impacté, de manière défavorable, les chiffres d'affaires et les résultats des filiales de la Société. La Société a notamment intégré cet événement dans l'évaluation de la valeur d'utilité de ses titres de participation. Une dépréciation a été comptabilisée sur les titres de Linxens Microtech.

II. Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Les activités continuent d'être affectées par l'épidémie de COVID-19. A la date d'arrêté des comptes par le Président des états financiers 2020 de l'entité, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Des discussions ont débuté en Janvier 2021 en vue de la cession potentielle de l'activité Lighting de Linxens Microtech. Dans l'hypothèse où l'opération aboutissait sur l'exercice 2021, un perte complémentaire, dont le montant est en cours d'estimation, sur la valeur des titres Linxens Microtech pourrait être constatée

III. Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à la valeur d'apport. La méthode de comptabilisation des immobilisations corporelles par composants (choix de la méthode du coût historique amorti) est appliquée. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie normale ou estimée des immobilisations selon la méthode linéaire. Durée d'amortissement par nature de biens :

- Agencement et aménagement de terrain : Linéaire sur 8 ans.
- Constructions : Linéaire sur 25 ans.
- Aménagement des constructions : Linéaire sur 10 ans
- Installations techniques : Linéaire sur 6.67 ans

- Installations techniques : Linéaire sur 6.67 ans
- Machines, matériels et outillages industriels : Linéaire sur 5 ans.
- Matériels informatiques : Linéaire sur 4 ans
- Mobilier de bureau : Linéaire sur 5 ans

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur comptable correspond à la valeur d'utilité. Linxens France apprécie la valeur des titres de participations et créances rattachées par la méthode des flux financiers prévisionnels actualisés nets de l'endettement des filiales ou selon une valeur de marché. Le taux d'actualisation s'appuie sur le coût pondéré du capital et est déterminé en fonction des risques liés à l'activité. Les immobilisations financières correspondent principalement aux actions détenues dans les sociétés Linxens Singapore PTE et Linxens Microtech et à des dépôts et cautionnements.

Stocks

Depuis le 1er Janvier 2007, tous les stocks sont évalués au coût standard pour des raisons de gestion. Les écarts d'incorporation sont comptabilisés en date de clôture lorsque le coût standard est trop éloigné du coût de production valorisant ainsi les stocks selon la méthode FIFO.Les provisions sur stocks sont établies, selon 4 natures :
1 - Obsolescence : Provision de toutes les références au statut Obsolète.
2 - Métallisation : Provision de toutes les références Produits finis ayant une date de métallisation antérieure à 1 an.
3 - Excess : Provision de toutes les références pour la quantité en stock supérieure à 1 an de consommation (matières premières et semi-finis) ou 1 année de vente (produits finis).
4 - Maintenance : Provision des pièces sans commande depuis plus d'un an.

Au 31 décembre 2020, les montants provisionnés sont les suivants :

Obsolescence & Métallisation	284	k€
Excess	484	k€
Maintenance	693	k€
Total	1 460	k€

Créances et dettes :

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constituée sur les créances dès lors que leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devises :

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Engagement de retraite :

Les engagements sociaux calculés par des actuaires extérieurs au groupe sont pris en compte à leur valeur actuarielle suivant la recommandation du CNC en date du 22 juillet 2014. Conformément à la recommandation n °2013-02 de l'ANC, l'engagement de l'entreprise au titre des indemnités de départ à la retraite s'élève 6 582 K€. Au titre des médailles du travail, la provision s'élève à 915 K€.

Provisions :

La société applique le règlement ANC 2014-03 article 321 sur les passifs. Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Changements de méthodes :

Il n'y a pas eu de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice. Il n'y a pas eu de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

Etat des immobilisations

Immobilisations	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations de l'exercice	Acquisitions créances virements
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	811 748		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**811 748**		
Immobilisations corporelles			
Terrains	979 217		98 264
Constructions : - Sur sol propre	6 240 725		8 580
Constructions : - Sur sol d'autrui			
Constructions : - Générales, agencements et aménagements constructions	5 447 818		
Installations : - Techniques, matériel et outillage	43 433 584		1 594 927
Installations : - Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel : - De transport			
Matériel : - De bureau et informatique, mobilier	7 529 421		91 271
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	1 617 391		1 683 041
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**65 248 155**		**3 476 083**
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations	540 654 100		
Autres : - Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	526 144		10 029 726
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	**541 180 244**		**10 029 726**
TOTAL GÉNÉRAL	**607 240 147**		**13 505 809**

Immobilisations	Diminutions		Valeur brute des immo. en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virements	Cessions		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			811 748	
TOTAL			**811 748**	
Terrains			1 077 481	
Constructions : - Sur sol propre		887 777	5 361 528	
Constructions : - Sur sol d'autrui				
Constructions : - Gales, agencts et aménagt. const.			5 447 818	
Installations : - Techniques, matériel et outillage		2 170 219	42 858 292	
Installations : - Gales, agencts et aménagt. divers				
Matériel : - De transport				
Matériel : - De bureau et informatique, mob.		660 963	6 959 729	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	1 835 332		1 465 101	
Avances et acomptes				
TOTAL	**1 835 332**	**3 718 959**	**63 169 947**	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations			540 654 100	
Autres : - Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			10 555 870	
TOTAL			**551 209 970**	
TOTAL GÉNÉRAL	**1 835 332**	**3 718 959**	**615 191 666**	

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice

Immobilisations amortissables	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	669 364	102 863		772 227
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**669 364**	**102 863**		**772 227**
Immobilisations corporelles				
Terrains	690 186	9 530		699 716
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui	4 707 657	357 388	701 638	4 363 407
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 945 340	151 158	158 350	3 938 148
Installations techniques, matériel et outillage industriel	35 831 262	3 571 431	2 158 077	37 244 616
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 149 086	497 279	660 964	4 985 401
Emballages récupérables et divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**50 323 530**	**4 586 787**	**3 679 029**	**51 231 289**
TOTAL GÉNÉRAL	**50 992 894**	**4 689 649**	**3 679 029**	**52 003 516**

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Immobilisations amortissables	Dotations			Reprises			Mvt net des amort. à la fin de l'ex.
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'établissement et dvp.							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agencts et aménag. des constructions							
Inst. techniques, mat. et outillage industriels							
Inst. gales, agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bur. et informat., mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acqui. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		**TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ**			**TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ**		

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
Provisions pour : - Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
Provisions pour : - Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	1 568 418		357 131	1 211 287
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	**1 568 418**		**357 131**	**1 211 287**
Risques et charges				
- Litiges	428 551	275 925	269 611	434 865
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change	101 083	7 338 932	101 083	7 338 932
Provisions pour : - Pensions et obligations	6 820 000	677 000		7 497 000
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**7 349 634**	**8 291 856**	**370 694**	**15 270 796**

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations : - Incorporelles				
Immobilisations : - Corporelles				
Immobilisations : - Titres mis en équivalence				
Immobilisations : - Titres de participation		1 904 000		1 904 000
Immobilisations : - Financières				
Sur stocks et en cours	1 213 831	333 936	87 418	1 460 349
Sur comptes clients	4 477		4 477	
Autres provisions pour dépréciation				
DÉPRÉCIATIONS	**1 218 309**	**2 237 936**	**91 895**	**3 364 349**
TOTAL GÉNÉRAL	**10 136 361**	**10 529 792**	**819 720**	**19 846 433**
Dont dotations et reprises : - D'exploitation		1 286 860	361 506	
Dont dotations et reprises : - Financières		9 242 932	101 083	
Dont dotations et reprises : - Exceptionnelles			357 131	

Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation

Etat des créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	10 555 870		10 555 870
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	6 615 277	6 615 277	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2	2	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	113 637	113 637	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	43 825	43 825	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)	111 382 202	111 382 202	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	111 916	111 916	
Charges constatées d'avance	28 608	28 608	
TOTAL	**128 851 336**	**118 295 466**	**10 555 870**

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Etat des dettes

Dettes		Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
			Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :	- A 1 an max. à l'origine				
	- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)					
Fournisseurs et comptes rattachés		4 723 928	4 723 928		
Personnel et comptes rattachés		1 755 795	1 755 795		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		1 776 757	1 776 757		
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée		410	410		
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et assimilés		323 777	323 777		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés (2)					
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		1 875 271	1 875 271		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL		**10 455 938**	**10 455 938**		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2020	Exercice clos le 31/12/2019
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 447 730	2 684 467
Dettes fiscales et sociales	2 596 313	3 151 719
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 288 591	660 000
TOTAL	**6 332 634**	**6 496 186**

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2020	Exercice clos le 31/12/2019
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	294 462	417 715
Autres créances	34 993	2 029
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	**329 455**	**419 744**

Détail du résultat exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cession d'immobilisations	39 932	6 075
dons	1 000	
Amortissements dérogatoires		357 131
TOTAL	**40 932**	**363 206**

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	55	
Agents de maîtrise et techniciens	90	
Employés		
Ouvriers	117	
Apprentis sous contrat		
TOTAL	**262**	

Identité de la société consolidante

Dénomination sociale - Siège social	Montant capital	% détenu
UNIC FRANCE HOLDING - 6 rue Marius Aufan 92300 Levallois Perret	2 265 280 252	100.00

Etat de variation des capitaux propres

	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Capital social ou individuel	445 511 568			445 511 568
Prime d'émission, de fusion, d'apport				
Écarts de réévaluation				
Écart d'équivalence				
Réserves : - Légale	17 057 287	2 907 320		19 964 607
Réserves : - Statutaires ou contractuelles				
Réserves : - Réglementées				
Réserves : - Autres				
Report à nouveau	175 434 997		-5 239 090	180 674 087
Résultat de l'exercice	58 146 410	22 308 074	58 146 410	22 308 074
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées	1 568 418		357 131	1 211 287
TOTAL	**697 718 680**	**25 215 394**	**53 264 451**	**669 669 623**

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1 - Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	27 844 473	16.00000	445 511 568
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1 + 2 - 3)	27 844 473	16.00000	445 511 568

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Indemnités de départ en retraite	
Emprunts (intérêts restant à courir)	
Crédit-bail : - Mobilier	
- Immobilier	
Autres engagements	56 022
TOTAL	**56 022**

Commentaire

Engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
TOTAL	

Commentaire

Liste des filiales et participations

Dénomination Siège social	Capital Capitaux propres	Q.P. détenue Divid. encaiss.	Val. brute titres Val. nette titres	Prêts avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
Filiales (plus de 50%)					
Linxens Singapore Singapore	222 350 271 866 570	82.30 39 503 776	527 350 000 527 350 000		121 286 151 69 628 435
Linxens Microtech France	410 000 2 322 505	100.00	13 304 099 11 400 999		8 908 382 -4 237 899
Participations (10 à 50%)					
Autres titres					

LINXENS FRANCE
Société Anonyme au capital de 445.511.568 €
Siège social : 37, rue des Closeaux 78200 Mantes La Jolie
335 187 696 R.C.S. Versailles
(la « **Société** »)

PROCES-VERBAL L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE EN DATE DU 29 JUIN 2021

L'an deux mille vingt-et-un, le 29 juin,
à 11 heures,

L'actionnaire de la Société est réuni en Assemblée Générale ordinaire annuelle (l' « **Assemblée Générale** ») sur convocation du Président du Conseil d'Administration, au 37, Rue des Closeaux, 78200 Mantes-La-Jolie.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée, en début de séance par un représentant légal de l'actionnaire.

Monsieur Cuong Duong, en sa qualité de Président du Conseil d'administration, préside la séance ("le **Président de Séance**").

La société Linxens Holding, représentée par Monsieur Arnaud Brunetière, actionnaire disposant du plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, est désignée comme scrutateur unique (le "**Scrutateur**").

Madame Cécile Persico, Directrice Juridique Adjointe, occupe les fonctions de secrétaire de séance (la "**Secrétaire de Séance**").

La société Mazars, commissaire aux comptes de la Société, régulièrement convoquée, est absente.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau ainsi constitué, permet de constater que les conditions de quorum et de majorité étant réunies, l'Assemblée Générale peut valablement délibérer.

Le Président rappelle l'ordre du jour de la présente Assemblée Générale :

1. Rapport de gestion du Conseil d'administration ;
2. Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
3. Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 et suivants du Code de Commerce;
4. Approbation du bilan, du compte de résultat et de l'annexe établis au 31 décembre 2020 et *quitus* au Président du Conseil d'administration et aux administrateurs ;
5. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
6. Approbation des charges et dépenses non déductibles ;
7. Décision à prendre conformément aux dispositions de l'article 243 *bis* du Code général des impôts ;

8. Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de Commerce ;
9. Ratification de la nomination d'un administrateur faite à titre provisoire par le Conseil d'administration ;
10. Nomination d'un co-commissaire aux comptes ;
11. Pouvoirs pour les formalités.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives, réglementaires et statutaires ont été tenus à la disposition de l'actionnaire au siège social, dans le respect des délais fixés par lesdites dispositions. L'Assemblée Générale lui donne acte de cette déclaration.

Il donne la parole aux membres de l'Assemblée Générale et répond aux questions posées.

Puis, le Président met aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Approbation du bilan, du compte de résultat et de l'annexe établis au 31 décembre 2020 et quitus au Président du Conseil d'administration et aux administrateurs

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels,

approuve les comptes sociaux annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2020, tels qu'ils lui ont été présentés, qui se traduisent par un bénéfice net de 24.212.074 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne, pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, *quitus* de leur gestion au Président du Conseil d'administration et aux administrateurs.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020

L'Assemblée Générale, après pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, constatant que le bénéfice net de l'exercice s'élève à 24.212.074 €,

approuve la proposition du Conseil d'administration et décide d'affecter ce bénéfice net ainsi qu'il suit :

- Bénéfice ..... 22.308.074 €

- A la réserve légale, à hauteur de ..... € 1.115 404
- D'un montant actuel de ..... € 19.964.607
  Qui sera ainsi portée à ..... 21.080.011 €

- À titre de dividendes ..... 20.000.000 €

- Le solde en totalité au compte "report à nouveau" ..... 1.192.670 €
- D'un montant actuel de ..... 180.674.087 €
  Qui sera ainsi porté à ..... 181.866.757 €

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Approbation des charges et dépenses non déductibles

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration,

prend acte qu'aucune charge et dépense somptuaire visée à l'article 39-4 du Code général des impôts n'a été comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Décision à prendre conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale **rappelle** que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Autre titre de l'Exercice clos le	**Nombres d'actions**	**Dividende distribué par actions**	**Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement**	**Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement**
31 décembre 2017 Assemblée du 27 juin 2018	14.729.463	3,394 €	0 €	50.000.000 €
31 décembre 2018 Assemblée du 25 juin 2019	14.729.463	3,394 €	0 €	50.000.000 €
31 décembre 2019 Assemblée du 29 juin 2020	14.729.463	€ 3,394	€ 0	€ 50.000.000

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce.

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux comptes mentionnant l'absence de conventions de la nature de celles visées à l'article L. 225-38 et suivants du Code de commerce,

prend acte purement et simplement des conclusions de ce rapport.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

Ratification de la nomination d'un administrateur faite à titre provisoire par le Conseil d'administration

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion, et statuant dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-24, al. 1 du Code de commerce,

décide de ratifier la nomination de Monsieur Arnaud Brunetière en qualité d'administrateur de la Société décidée par le Conseil d'administration dans sa séance en date du 27 avril 2021.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

Nomination d'un co-commissaire aux comptes

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion,

décide de nommer en qualité de co- commissaire aux comptes de la Société, pour une durée de six (6) exercices qui arrivera à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2026 :

- KPMG SA, société anonyme dont le siège social est situé Tour Eqho, 2 avenue Gambetta – 92066 Paris la Défense cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 775 726 417 RCS Nanterre.

précise que conformément à l'article L. 823-1 du Code de commerce, cette nomination ne requiert pas la nomination d'un commissaire aux comptes suppléant.

KMPG SA, par son représentant légal, a par avance accepté ce mandat et déclaré ne pas être soumis à une interdiction ou incompatibilité l'empêchant d'accomplir ce mandat.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour les formalités

L'Assemblée Générale **confère** tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue de l'accomplissement de toutes les formalités de dépôt, publicité et autres prévues par les dispositions légales et/ou réglementaires en vigueur.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

****

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 11 heures 30.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel, après lecture a été signé par les membres du bureau.

Le Président de séance
Cuong Duong

Le Scrutateur
Linxens Holding
représentée par Arnaud Brunetière

La Secrétaire de Séance
Cécile Persico

Linxens France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

MAZARS
SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT - 92075 PARIS LA DÉFENSE CEDEX
TEL : +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0) 1 49 97 60 01
SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE - CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE 784 824 153

Linxens France
Société anonyme
RCS : Versailles 335 187 696

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'attention de l'Assemblée générale de la société Linxens France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Linxens France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 27 avril 2021 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2020 s'établit à 539 millions d'euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement » de l'annexe. Nos travaux ont consisté à examiner les données et hypothèses sur lesquelles se fonde l'estimation des valeurs de ces titres, à vérifier les calculs effectués par votre société et à vérifier que la note « Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement » donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris-La Défense, le14 juin 2021

Le Commissaire aux comptes

MAZARS

Jean-Louis SIMON

COMPTES ANNUELS

LINXENS FRANCE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Bilan au 31/12/2020

37, RUE DES CLOSEAUX
78200 MANTES LA JOLIE

SIRET : 33518769600034
NAF : 2612Z

Sommaire

Sommaire	1
Bilan Actif	2
Bilan Passif	3
Compte de résultat	4
Compte de résultat (Suite)	5
Règles et méthodes comptables I	6
Règles et méthodes comptables II	7
Etat des immobilisations	8
Etat des amortissements	9
Etat des provisions et dépréciations	10
Etat des créances	11
Etat des dettes	12
Charges à payer et produits à recevoir	13
Détail du résultat exceptionnel	14
Effectif moyen	15
Identité de la société consolidante	16
Etat de variation des capitaux propres	17
Composition du capital Social	18
Engagements financiers	19
Liste des filiales et participations	20

Bilan

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2020 au 31/12/2020			Au 31/12/2019
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	811 748	772 227	39 521	142 384
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 077 481	699 716	377 764	289 031
Constructions	10 809 346	8 301 555	2 507 791	3 035 547
Installations techniques, matériel et outillages industriels	42 858 292	37 244 616	5 613 676	7 602 322
Autres immobilisations corporelles	6 959 729	4 985 401	1 974 327	2 380 335
Immobilisations en cours	1 465 101		1 465 101	1 617 391
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	540 654 100	1 904 000	538 750 100	540 654 100
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 555 870		10 555 870	526 144
ACTIF IMMOBILISÉ	**615 191 666**	**53 907 516**	**561 284 150**	**556 247 253**
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements	5 588 362	824 534	4 763 828	3 373 982
En-cours de production : - De biens	1 098 827	187 077	911 750	1 537 510
En-cours de production : - De services				
Produits intermédiaires et finis	3 868 821	448 738	3 420 082	1 433 944
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients et comptes rattachés	6 615 277		6 615 277	11 015 755
Autres	111 651 581		111 651 581	190 585 227
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	**426 268**		**426 268**	**175 954 784**
Charges constatées d'avance	**28 608**		**28 608**	**12 214**
ACTIF CIRCULANT	**129 277 743**	**1 460 349**	**127 817 394**	**383 913 415**
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif	**7 338 932**		**7 338 932**	**101 083**
TOTAL ACTIF	**751 808 340**	**55 367 865**	**696 440 475**	**940 261 751**

Bilan Passif

Bilan Passif			Du 01/01/2020 Au 31/12/2020	Du 01/01/2019 Au 31/12/2019
Capitaux propres				
Capital social ou individuel	(dont versé)	445 511 568	445 511 568	445 511 568
Prime d'émission, de fusion, d'apport				
Écarts de réévaluation				
Écart d'équivalence				
Réserves :	- Légale		19 964 607	17 057 287
	- Statutaires ou contractuelles			
	- Réglementées			
	- Autres			
Report à nouveau			180 674 087	175 434 997
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)			**22 308 074**	**58 146 410**
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées			1 211 287	1 568 418
CAPITAUX PROPRES			**669 669 623**	**697 718 680**
Autres fonds propres				
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
Autres				
AUTRES FONDS PROPRES				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour :	- Risques		7 773 796	529 634
	- Charges		7 497 000	6 820 000
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			**15 270 796**	**7 349 634**
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes :	- Auprès des établissements de crédit			
	- Financières diverses			225 559 806
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes :	- Fournisseurs et comptes rattachés		4 723 928	4 734 558
	- Fiscales et sociales		3 856 740	4 131 792
	- Sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			1 875 271	756 274
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
EMPRUNTS ET DETTES			**10 455 938**	**235 182 430**
Écarts de conversion passif			**1 044 118**	**11 007**
TOTAL PASSIF			**696 440 475**	**940 261 751**

Compte de résultat

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2020 au 31/12/2020			Au 31/12/2019
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises	39 681	43 134	82 815	436 067
Production vendue : - De biens	15 025 238	39 682 485	54 707 723	59 680 100
Production vendue : - De services	937 564		937 564	900 121
Chiffre d'affaires net	**16 002 483**	**39 725 619**	**55 728 102**	**61 016 288**
Production : - Stockée			-1 933 593	1 901 913
Production : - Immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges			3 854 581	4 195 234
Autres produits			219 998	8 759
PRODUITS D'EXPLOITATION			**57 869 087**	**67 122 194**
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			21 566 207	22 599 556
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)			-1 063 149	742 839
Autres achats et charges externes *			12 191 499	14 380 835
Impôts, taxes et versements assimilés			1 148 876	1 539 493
Salaires et traitements			12 942 052	13 244 438
Charges sociales			6 447 370	6 507 317
Dotations aux : - Amortissements sur immobilisations			4 689 649	4 785 019
Dotations aux : - Dépréciations sur immobilisations				
Dotations aux : - Dépréciations sur actif circulant			333 936	178 299
Dotations aux : - Provisions pour risques et charges			952 925	1 462 091
Autres charges			145 905	104 218
CHARGES D'EXPLOITATION			**59 355 270**	**65 544 105**
* Y compris : - Redevances de crédit-bail mobilier				
* Y compris : - Redevances de crédit-bail immobilier				
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			**-1 486 183**	**1 578 089**
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
Produits financiers de participation			39 503 776	49 380 342
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			258 976	970 249
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			101 083	2 280 094
Différences positives de change				5 731 770
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			**39 863 835**	**58 362 455**
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			9 242 932	101 083
Intérêts et charges assimilées			339 344	39 807
Différences négatives de change			8 102 310	2 661 265
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIÈRES			**17 684 585**	**2 802 154**
RÉSULTAT FINANCIER			**22 179 250**	**55 560 300**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS			**20 693 067**	**57 138 389**

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (suite)	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		10 186
Sur opérations en capital	6 075	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	357 131	357 131
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**363 206**	**367 317**
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	1 000	5 684
Sur opérations en capital	39 933	4 964
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**40 933**	**10 648**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**322 273**	**356 669**
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	**-1 292 734**	**-651 351**
TOTAL DES PRODUITS	**98 096 128**	**125 851 966**
TOTAL DES CHARGES	**75 788 054**	**67 705 556**
BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)	**22 308 074**	**58 146 410**

Annexe

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est de 696 440 475 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 22 308 074 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du Règlement ANC n°2014-03 modifié relatif au Plan Comptable Général. Le règlement ANC n°2018-01 du 20 avril 2018, modifiant le règlement n°2014-03 du 5 juin 2014, a été homologué par l'arrêté du 8 octobre 2018, publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018. Ce nouveau règlement complète des règlements publiés avant cette date et les principes comptables précédemment admis.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

I. Faits caractéristiques

Depuis le début de l'épidémie du COVID-19 en mars 2020, la société a mis en place des plans d'adaptation de ses coûts de fonctionnement pour garantir le maintien de ses activités. L'ensemble des impacts liés à l'épidémie de Covid-19, et notamment les coûts associés aux mesures sanitaires (achat de gel hydro alcoolique, masques,....) sont considérés comme des charges courantes et affectent le résultat opérationnel. La société a choisi de ne pas recourir aux dispositifs exceptionnels de prêts garantis proposés par l'Etat français. La société a bénéficié du dispositif de soutien type activité partielle. La pandémie de COVID-19 a impacté, de manière défavorable, les chiffres d'affaires et les résultats des filiales de la Société. La Société a notamment intégré cet événement dans l'évaluation de la valeur d'utilité de ses titres de participation. Une dépréciation a été comptabilisée sur les titres de Linxens Microtech.

II. Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Les activités continuent d'être affectées par l'épidémie de COVID-19. A la date d'arrêté des comptes par le Président des états financiers 2020 de l'entité, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Des discussions ont débuté en Janvier 2021 en vue de la cession potentielle de l'activité Lighting de Linxens Microtech. Dans l'hypothèse où l'opération aboutissait sur l'exercice 2021, un perte complémentaire, dont le montant est en cours d'estimation, sur la valeur des titres Linxens Microtech pourrait être constatée

III. Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à la valeur d'apport. La méthode de comptabilisation des immobilisations corporelles par composants (choix de la méthode du coût historique amorti) est appliquée. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie normale ou estimée des immobilisations selon la méthode linéaire. Durée d'amortissement par nature de biens :

- Agencement et aménagement de terrain : Linéaire sur 8 ans.
- Constructions : Linéaire sur 25 ans.
- Aménagement des constructions : Linéaire sur 10 ans
- Installations techniques : Linéaire sur 6.67 ans

- Installations techniques : Linéaire sur 6.67 ans
- Machines, matériels et outillages industriels : Linéaire sur 5 ans.
- Matériels informatiques : Linéaire sur 4 ans
- Mobilier de bureau : Linéaire sur 5 ans

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur comptable correspond à la valeur d'utilité. Linxens France apprécie la valeur des titres de participations et créances rattachées par la méthode des flux financiers prévisionnels actualisés nets de l'endettement des filiales ou selon une valeur de marché. Le taux d'actualisation s'appuie sur le coût pondéré du capital et est déterminé en fonction des risques liés à l'activité. Les immobilisations financières correspondent principalement aux actions détenues dans les sociétés Linxens Singapore PTE et Linxens Microtech et à des dépôts et cautionnements.

Stocks

Depuis le 1er Janvier 2007, tous les stocks sont évalués au coût standard pour des raisons de gestion. Les écarts d'incorporation sont comptabilisés en date de clôture lorsque le coût standard est trop éloigné du coût de production valorisant ainsi les stocks selon la méthode FIFO.Les provisions sur stocks sont établies, selon 4 natures :
1 - Obsolescence : Provision de toutes les références au statut Obsolète.
2 - Métallisation : Provision de toutes les références Produits finis ayant une date de métallisation antérieure à 1 an.
3 - Excess : Provision de toutes les références pour la quantité en stock supérieure à 1 an de consommation (matières premières et semi-finis) ou 1 année de vente (produits finis).
4 - Maintenance : Provision des pièces sans commande depuis plus d'un an.

Au 31 décembre 2020, les montants provisionnés sont les suivants :

Obsolescence & Métallisation	284	k€
Excess	484	k€
Maintenance	693	k€
Total	1 460	k€

Créances et dettes :

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constituée sur les créances dès lors que leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devises :

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Engagement de retraite :

Les engagements sociaux calculés par des actuaires extérieurs au groupe sont pris en compte à leur valeur actuarielle suivant la recommandation du CNC en date du 22 juillet 2014. Conformément à la recommandation n °2013-02 de l'ANC, l'engagement de l'entreprise au titre des indemnités de départ à la retraite s'élève 6 582 K€. Au titre des médailles du travail, la provision s'élève à 915 K€.

Provisions :

La société applique le règlement ANC 2014-03 article 321 sur les passifs. Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Changements de méthodes :

Il n'y a pas eu de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice. Il n'y a pas eu de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

Etat des immobilisations

Immobilisations	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations de l'exercice	Acquisitions créances virements
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	811 748		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**811 748**		
Immobilisations corporelles			
Terrains	979 217		98 264
Constructions : - Sur sol propre	6 240 725		8 580
Constructions : - Sur sol d'autrui			
Constructions : - Générales, agencements et aménagements constructions	5 447 818		
Installations : - Techniques, matériel et outillage	43 433 584		1 594 927
Installations : - Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel : - De transport			
Matériel : - De bureau et informatique, mobilier	7 529 421		91 271
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	1 617 391		1 683 041
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**65 248 155**		**3 476 083**
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations	540 654 100		
Autres : - Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	526 144		10 029 726
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	**541 180 244**		**10 029 726**
TOTAL GÉNÉRAL	**607 240 147**		**13 505 809**

Immobilisations	Diminutions		Valeur brute des immo. en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virements	Cessions		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			811 748	
TOTAL			**811 748**	
Terrains			1 077 481	
Constructions : - Sur sol propre		887 777	5 361 528	
Constructions : - Sur sol d'autrui				
Constructions : - Gales, agencts et aménagt. const.			5 447 818	
Installations : - Techniques, matériel et outillage		2 170 219	42 858 292	
Installations : - Gales, agencts et aménagt. divers				
Matériel : - De transport				
Matériel : - De bureau et informatique, mob.		660 963	6 959 729	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	1 835 332		1 465 101	
Avances et acomptes				
TOTAL	**1 835 332**	**3 718 959**	**63 169 947**	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations			540 654 100	
Autres : - Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			10 555 870	
TOTAL			**551 209 970**	
TOTAL GÉNÉRAL	**1 835 332**	**3 718 959**	**615 191 666**	

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice

Immobilisations amortissables	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	669 364	102 863		772 227
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**669 364**	**102 863**		**772 227**
Immobilisations corporelles				
Terrains	690 186	9 530		699 716
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui	4 707 657	357 388	701 638	4 363 407
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 945 340	151 158	158 350	3 938 148
Installations techniques, matériel et outillage industriel	35 831 262	3 571 431	2 158 077	37 244 616
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 149 086	497 279	660 964	4 985 401
Emballages récupérables et divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**50 323 530**	**4 586 787**	**3 679 029**	**51 231 289**
TOTAL GÉNÉRAL	**50 992 894**	**4 689 649**	**3 679 029**	**52 003 516**

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Immobilisations amortissables	Dotations			Reprises			Mvt net des amort. à la fin de l'ex.
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'établissement et dvp.							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agencts et aménag. des constructions							
Inst. techniques, mat. et outillage industriels							
Inst. gales, agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bur. et informat., mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acqui. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		**TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ**			**TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ**		

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
Provisions pour : - Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
Provisions pour : - Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	1 568 418		357 131	1 211 287
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	**1 568 418**		**357 131**	**1 211 287**
Risques et charges				
- Litiges	428 551	275 925	269 611	434 865
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change	101 083	7 338 932	101 083	7 338 932
Provisions pour : - Pensions et obligations	6 820 000	677 000		7 497 000
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**7 349 634**	**8 291 856**	**370 694**	**15 270 796**

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations : - Incorporelles				
Immobilisations : - Corporelles				
Immobilisations : - Titres mis en équivalence				
Immobilisations : - Titres de participation		1 904 000		1 904 000
Immobilisations : - Financières				
Sur stocks et en cours	1 213 831	333 936	87 418	1 460 349
Sur comptes clients	4 477		4 477	
Autres provisions pour dépréciation				
DÉPRÉCIATIONS	**1 218 309**	**2 237 936**	**91 895**	**3 364 349**
TOTAL GÉNÉRAL	**10 136 361**	**10 529 792**	**819 720**	**19 846 433**
Dont dotations et reprises : - D'exploitation		1 286 860	361 506	
Dont dotations et reprises : - Financières		9 242 932	101 083	
Dont dotations et reprises : - Exceptionnelles			357 131	

Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation

Etat des créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	10 555 870		10 555 870
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	6 615 277	6 615 277	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2	2	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	113 637	113 637	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	43 825	43 825	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)	111 382 202	111 382 202	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	111 916	111 916	
Charges constatées d'avance	28 608	28 608	
TOTAL	**128 851 336**	**118 295 466**	**10 555 870**

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Etat des dettes

Dettes		Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
			Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :	- A 1 an max. à l'origine				
	- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)					
Fournisseurs et comptes rattachés		4 723 928	4 723 928		
Personnel et comptes rattachés		1 755 795	1 755 795		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		1 776 757	1 776 757		
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée		410	410		
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et assimilés		323 777	323 777		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés (2)					
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		1 875 271	1 875 271		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL		**10 455 938**	**10 455 938**		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2020	Exercice clos le 31/12/2019
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 447 730	2 684 467
Dettes fiscales et sociales	2 596 313	3 151 719
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 288 591	660 000
TOTAL	**6 332 634**	**6 496 186**

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2020	Exercice clos le 31/12/2019
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	294 462	417 715
Autres créances	34 993	2 029
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	**329 455**	**419 744**

Détail du résultat exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cession d'immobilisations	39 932	6 075
dons	1 000	
Amortissements dérogatoires		357 131
TOTAL	**40 932**	**363 206**

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	55	
Agents de maîtrise et techniciens	90	
Employés		
Ouvriers	117	
Apprentis sous contrat		
TOTAL	**262**	

Identité de la société consolidante

Dénomination sociale - Siège social	Montant capital	% détenu
UNIC FRANCE HOLDING - 6 rue Marius Aufan 92300 Levallois Perret	2 265 280 252	100.00

Etat de variation des capitaux propres

	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Capital social ou individuel	445 511 568			445 511 568
Prime d'émission, de fusion, d'apport				
Écarts de réévaluation				
Écart d'équivalence				
Réserves : - Légale	17 057 287	2 907 320		19 964 607
Réserves : - Statutaires ou contractuelles				
Réserves : - Réglementées				
Réserves : - Autres				
Report à nouveau	175 434 997		-5 239 090	180 674 087
Résultat de l'exercice	58 146 410	22 308 074	58 146 410	22 308 074
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées	1 568 418		357 131	1 211 287
TOTAL	**697 718 680**	**25 215 394**	**53 264 451**	**669 669 623**

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1 - Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	27 844 473	16.00000	445 511 568
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1 + 2 - 3)	27 844 473	16.00000	445 511 568

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Indemnités de départ en retraite	
Emprunts (intérêts restant à courir)	
Crédit-bail : - Mobilier	
- Immobilier	
Autres engagements	56 022
TOTAL	**56 022**

Commentaire

Engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
TOTAL	

Commentaire

Liste des filiales et participations

Dénomination Siège social	Capital Capitaux propres	Q.P. détenue Divid. encaiss.	Val. brute titres Val. nette titres	Prêts avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
Filiales (plus de 50%)					
Linxens Singapore Singapore	222 350 271 866 570	82.30 39 503 776	527 350 000 527 350 000		121 286 151 69 628 435
Linxens Microtech France	410 000 2 322 505	100.00	13 304 099 11 400 999		8 908 382 -4 237 899
Participations (10 à 50%)					
Autres titres					